

Russie : les haillons du nucléaire

Dans les cités secrètes où l'URSS a mis au point l'arme atomique, les chercheurs ont perdu leur statut de privilégiés.

Ils sont des proies faciles pour les contrebandiers du plutonium.

EKATERINENBOURG :
Irina de CHIKOFF

La fuite des cerveaux

Snejinski n'existe pas. A mi-chemin d'Ekaterinbourg, dans l'Oural, et de Novossibirsk, en Sibérie, c'est une ville fantôme. Comme les neuf autres cités nucléaires qui ne figurent pas sur les cartes de la Fédération russe, Snejinski a un nom de code : Cheliabinsk 70.

Entourée d'un mur et de barbelés, Snejinski compte soixante-dix mille habitants, que la population des villages environnants a surnommés les « chocolatiers » parce que, du temps de l'URSS, ces reclus étaient des privilégiés. Aujourd'hui, dans les magasins de Cheliabinsk 70, de Tomsk 7, d'Arzamas 16 ou de Pensa 19, on ne trouve plus que l'indispensable. Le chocolat a disparu des étales. Les résidents, toujours cloîtrés, se consolent en affirmant qu'il n'y a pas de criminalité dans leurs villes.

Snejinski dépend totalement de son centre nucléaire. Les ingénieurs qui y travaillent ont participé à la construction de la puissance atomique de l'URSS. Aujourd'hui, les accords de désarmement avec Washington imposent de démonter les ogives des missiles et de chercher d'autres créneaux pour survivre. Pour se reconvertir, les « atomistes » ont besoin de l'Etat. Aucune banque n'est capable d'accorder les prêts nécessaires. Les « collectifs de travailleurs » tentent vainement d'intéresser le Kremlin à leur sort.

En mars 1992, le chef de la sécurité de Cheliabinsk, Guennadi Novikov, mettait déjà en garde les autorités de la Fédération : « La sécurité technique des armes nucléaires est restée fiable, mais la sécurité, dans un sens plus large, compte tenu de la situation politique et psychologique, s'est effondrée. »

Avril 1994. Un employé de l'institut technique de physique de Cheliabinsk 70 est arrêté en possession d'un lot, qu'il voulait revendre, de 5,5 kilos d'uranium 238 et de 150 grammes de platine. En juin, sept mille trois cent soixante-neuf employés de la cité interdite adressaient une lettre ouverte à Boris Eltsine pour l'alerter : « Les dettes du centre représentent des dizaines de milliards de roubles. Les installations se dégradent. Nous souffrons d'un manque catastrophique de matériel, d'instruments et de vêtements spéciaux. Les fournisseurs d'énergie ne préviennent pas toujours des coupures de gaz ou d'électricité. Du coup, les risques d'avaries augmentent. »

En juillet, Boris Eltsine se rendait dans une autre ville fantôme : Krasnoïarsk 26. C'est une cité souterraine, construite à l'intérieur d'une montagne avec son propre réseau routier et qui compte quatre-vingt-dix mille habitants. Elle produit du plutonium, mais deux réacteurs sur trois sont arrêtés. Après sa visite, le président avait déclaré : « La ville et l'usine doivent être fermées. »

Comment reclasser les dizaines de milliers de personnes employées sur le site ? Qui financer sa transformation en centrale nucléaire civile ? Les déchets radioactifs s'accumulent. On les déverse dans une piscine non loin du site.

Un autre « archipel »

Le huis clos sur les dix cités interdites commence à être levé. Pour rentabiliser leurs travaux, les chercheurs doivent, partir à la chasse aux contrats. Le potentiel intellectuel est intact, malgré la « fuite des cerveaux ». Les Etats-Unis et certaines fondations financent des projets d'étude ou des bourses. A Arzamas 16, des expériences conjointes sont menées avec des Américains. Les habitants peuvent sortir plus librement de leur cité-Etat, qui englobe parfois une région entière.

Environ sept cent mille personnes vivent dans les cités fantômes qui relèvent du ministère de l'Energie atomique. D'autres cités restent soumises à une *propiska*, un permis de résidence qui n'est délivré que par le ministère de la Défense. En principe, tous les sites et tous les dépôts de substances radioactives sont contrôlés par le Gosatomnadzor, le Comité d'Etat sur la sécurité nucléaire. Mais cet organisme n'a pas toujours accès à des centres jalousement gardés par les administrations concurrentes.

La cacophonie est devenue évidente lorsque la « *litière nucléaire* » russe a été mise en cause après la saisie en Allemagne de plutonium de contrebande. Tandis que le ministère de la Défense restait muet, celui de l'Energie atomique dénonçait un « complot occidental » pour prendre le contrôle du nucléaire. De son côté, le FSK (service de

contre-espionnage) découvrait, subitement, l'existence de « bandes criminelles » qui tentent d'écouler à l'étranger du césium, du lithium ou de l'uranium.

Au centre de cette tourmente, le Gosatomnadzor reconnaissait la réalité d'un « marché noir » des substances atomiques en Russie. Le mois suivant, un décret présidentiel ordonnait des « mesures prioritaires pour l'amélioration du système de contrôle et de protection des matières nucléaires ». D'ici au 15 octobre, une commission doit dresser un bilan et en rendre compte directement à Boris Eltsine.

Sous couvert de l'anonymat, le directeur de la sécurité dans un centre de recherche atomique avoue : « Le trafic des substances radioactives ne peut que croître. La mafia s'y intéresse. Beaucoup d'informations nous parviennent de Munich, où le milieu russe est un véritable chaudron en quête de nouvelles sources de revenus. En Russie même, le scénario du terrorisme nucléaire doit être envisagé avec sérieux. Personnellement, je ne suis pas satisfait de la sécurité de mon centre de recherche. Les tentations sont trop grandes pour un personnel dont le salaire moyen est de 240 000 roubles, à peine 120 dollars. »

Hérité des temps du communisme, l'empire nucléaire russe est un autre « archipel ». Véritable lobby, les « atomistes » sont venus en juillet, à Moscou, plaider leur cause devant la Douma elle-même. Pour retrouver leur statut de « protégés », ils ont avancé un argument qu'ils croient imparable. L'arme nucléaire est la seule preuve que la Russie reste une grande puissance. I. C.

Le Figaro, 28 septembre 1994



A l'époque de l'URSS, le Kremlin avait déjà pris ses précautions. L'essentiel du nucléaire militaire était concentré en Russie. Dans une moindre mesure, Moscou avait aussi fait confiance à l'Ukraine et à la Biélorussie, Républiques slaves, et au Kazakhstan, où la population russe est importante.